



Pays andins et Cuba

Semaine du 18 au 24 mai 2018

© DG Trésor

N°20 – Mai 2018

Région
2017 – Population : 153 M
PIB : 972 Mds USD
Evolution des principaux marchés

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
COLCAP	1 523,2	-1,6%	5%
S&P/BVL Peru Select	393,4	-0,6%	32%
Pétrole (USD / baril WTI)	71,8	0,4%	40%
Charbon (USD / t Colombie)	78,3	0,0%	15%
Zinc (USD / livre)	3 038,0	-0,7%	16%
Cuivre (USD / livre)	6 930,9	10,2%	21%
Nickel (USD / t)	14 695,0	2,4%	61%
Or (USD / once)	1 292,8	-0,1%	3%
Sucre (USc / livre ISA)	12,9	6,4%	-20%
USD/COP	2 875,5	0,4%	-1%
USD/PEN	3,3	0,1%	0%
USD/VEF (taux Dicom)	78 553,1	12,5%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

La CAF émet sa première obligation verte.

Libellée en peso colombien, pour un montant équivalent à 52 MUSD, cette obligation est la première d'un programme de 600 MUSD visant à soutenir des projets à impact environnemental et social en Amérique latine. Cette première tranche, d'une maturité de 10 ans, portant un coupon de 6,75% et placée par JP Morgan, appuiera des projets en Equateur, au Panama et au Pérou.

Le Pérou dépasse la Colombie dans le classement IMD.

Selon le classement 2018 de l'IMD Lausanne relatif à la compétitivité des 63 principales économies mondiales, le Pérou progresse d'une place, au 54^e rang mondial, dépassant ainsi la Colombie, qui recule du 54^e au 58^e rang. Le Venezuela demeure à la dernière place du classement, avec un score par ailleurs largement inférieur aux deux autres pays en queue de classement (27,509 points contre 52,616 points pour la Mongolie et 55,344 points pour la Croatie). L'IMD justifie le fort recul de la Colombie par la bureaucratie accrue en matière de création d'entreprises, la gouvernance perçue comme médiocre et la hausse de la fiscalité suite à la réforme de 2016. Sur l'ensemble du sous-continent, l'IMD considère que des progrès doivent être faits notamment en matière d'investissement dans l'éducation (en particulier secondaire), la recherche scientifique et la transparence de la justice. Le Chili se classe 35^e (inchangé), le Mexique 51^e (recul de trois places), l'Argentine 56^e (progression de deux places) et le Brésil 60^e (progression d'une place).



Les places financières de la région ont été dynamiques en 2017, mais demeurent de taille et d'activité modeste sur le segment actions.

Selon les statistiques 2017 de la Fédération internationale des bourses de valeurs, les bourses de Bogotá et Lima ont en moyenne enregistré une croissance de leur activité en g.a. supérieure à celle des autres bourses du continent. Cependant, sur les marchés actions, elles demeurent de dimension modeste, tant dans les stocks que les flux, en comparaison de leurs homologues mexicaine et brésilienne. Sur les marchés obligataires, Bogotá représente la moitié des volumes du sous-continent, du fait notamment de nombreuses émissions d'institutions multilatérales.

Marché actions

Place	Capitalisation		Sociétés cotées fin 2017	Volume de transactions	
	Mds USD à fin 2017	Var. / 2016		Mds USD à fin 2017	Var. / 2016
Bogota	121	+17%	69	13,3	+1%
Lima	99	+20%	233	6,3	+138%
Mexico	417	+13%	148	113	-9%
Buenos Aires	109	+104%	102	7,6	+61%
Sao Paulo	955	+28%	343	667	+27%

Marché obligataire

Place	Valeur agrégée		Emetteurs oblig. fin 2017	Volume de transactions	
	Mds USD à fin 2017	Var. / 2016		Mds USD à fin 2017	Var. / 2016
Bogota	204	N.D.	142	309	-27%
Lima	35	+31%	64	0,5	+13%
Mexico	79	+13%	211	0,1	+147%
Buenos Aires	N.D.	N.D.	211	114	+69%
Sao Paulo	39	+14%	93	0,2	+34%

Bolivie

2017 – Population : 11 M

PIB : 38 Mds USD

La Bolivie s'inquiète de la dépréciation du peso argentin.

La crise de change que traverse actuellement l'Argentine (chute du peso de 15% depuis le début du mois), inquiète les autorités en Bolivie. L'Argentine est en effet son deuxième partenaire commercial (derrière le Brésil) et cette situation ne va pas manquer d'avoir pour effet d'accroître les exportations argentines vers la Bolivie et de réduire les importations argentines en provenance de Bolivie. D'autant que cette dernière ne peut répondre directement à cette situation compte tenu de sa politique de taux de change fixe du boliviano (BOB). La Chambre nationale de commerce a demandé une surveillance accrue aux frontières avec l'Argentine afin d'éviter une recrudescence de la contrebande de produits en provenance de ce pays.

Une entreprise chinoise remporte le marché de la construction d'une usine de transformation du lithium.

Le gouvernement a adjugé pour 96 MUSD, la construction d'une usine de production de carbonate de lithium à Uyuni à un consortium mené par la société chinoise Maison Engineering. Il s'agit de la seconde phase du projet d'industrialisation du lithium à Uyuni, qui fait suite à une première phase au cours de laquelle ont été construite 4 usines pilotes pour un montant total de 66 MUSD. La troisième phase du projet, qui consiste à produire des batteries et autres produits à base de lithium, a déjà été adjugée par appel d'offres à la société allemande ACI Systems (cf faits saillants n° 16 – semaine du 20 au 26 avril). Ce grand projet du lithium est une initiative phare



du gouvernement Morales qui veut faire de la Bolivie un producteur de batteries pour véhicules électriques, en mettant à profit les plus grandes réserves de lithium au monde qui sont concentrées dans le *salar* d'Uyuni.

Colombie**2017 – Population : 49 M****PIB : 307 Mds USD****Hausse du résultat net au T1 de Grupo Aval et Banco de Bogotá.**

Grupo Aval a enregistré un résultat net de 597,7 Mds COP (175 MEUR), en hausse de 1,8% en g.a., sous l'effet conjoint d'une hausse de la marge nette d'intérêt (+7,4%) mais d'une hausse des dépréciations d'actifs (+17,6%) et d'une perte sur ses activités de courtage. Son portefeuille de crédits a progressé de 3,2% en g.a. Banco de Bogotá a pour sa part vu son résultat net au T1 progresser de 9,2% en g.a. à 609,8 Mds COP (179 MEUR), pour des raisons similaires (hausse de 4,7% de la marge nette d'intérêt mais progression de 9,9% des dépréciations d'actifs).

Vers un alignement des normes financières sur Bâle III.

Les autorités de supervision ont publié un projet de décret (avec appel à commentaires jusqu'au 18 juin) visant à aligner la supervision financière locale sur les principales normes de Bâle III (coussins en capital, définitions des ratios de solvabilité, pondération des risques des actifs). L'impact financier devrait être limité pour la plupart des acteurs, et des délais de transition devraient s'appliquer pour les autres.

Reprise de la production industrielle au 1^{er} trimestre.

Selon les fédérations professionnelles, la production industrielle aurait progressé de 0,9% au 1^{er} trimestre en g.a. et les ventes du secteur de 1,5% (contre respectivement 0% et -0,7% un an plus tôt). Ce rebond est essentiellement attribuable à la hausse des cours pétroliers : hors raffinage, la production industrielle ne progresse que de 0,1% et les ventes de 0,7%. L'enquête fait également ressortir comme principaux freins à l'investissement le cash-flow (22,4% des réponses), la faiblesse de la demande (14,3%) et les incertitudes économiques générales (11,2%).

Cuba**2017 – Population^E : 12 M****PIB^E : 96 Mds USD****Le port de croisière de La Havane devrait se doter de 6 nouveaux terminaux d'ici 2024.**

Le groupe turc *Global Ports Holding* (GPH) a signé un contrat de gestion avec l'entreprise cubaine Aries, la compagnie portuaire d'Etat relevant du ministère des transports (MITRANS), qui travaille au service des compagnies maritimes. D'une durée de 15 ans, ce contrat de gestion permettra à GPH d'exploiter le port de croisière de La Havane et devrait prendre effet à compter du **21 juin 2018**. Si cet accord porte avant tout sur la gestion du port, il permettra également de développer les infrastructures existantes, avec la conception et la construction de **6 nouveaux terminaux** de croisières. Plus largement, cet accord entre dans le cadre du programme d'investissements cubain, qui vise à développer les infrastructures touristiques et les zones portuaires du pays. Le port de La Havane avait en effet accueilli 328 000 voyageurs en 2017, soit une augmentation de **156%** par rapport à 2016. Pour l'année 2018, les autorités portuaires tablent désormais sur une arrivée de quelques **500 000** passagers dans le port de La Havane.

De nouveaux projets de coopération médicale pour Cuba.

Dans le cadre de la 71^{ème} Assemblée mondiale de la santé qui se tient à Genève depuis le 21 mai dernier à l'initiative de l'OMS, les délégués ont adopté un nouveau plan stratégique pour les 5 prochaines années, en phase avec les objectifs de développement durable. Au cours d'une conférence de presse, le vice-président du Conseil d'Etat cubain et ministre de la santé publique, Roberto Morales Ojeda, qui présidait la délégation cubaine, a annoncé le lancement de nouveaux projets de coopération médicale, notamment avec la Chine, avec qui un protocole d'accord, complété par un plan d'action, devrait être signé.

**Equateur****2017 – Population : 17 M****PIB : 99 Mds USD****Renégociation des contrats pétroliers.**

Le ministre des hydrocarbures a annoncé les résultats des négociations des contrats de préventes pétrolières avec Unipet, Petrotailandia et Oman Trading : 1,4 millions de barils mensuels seraient libérés et disponibles dans un contexte où le prix du baril de pétrole équatorien frôle les 70 USD. Le pétrole libéré pourrait ramener aux caisses de l'Etat environ 4 mds USD dans les 3 prochaines années.

Fin de l'embargo brésilien sur la banane équatorienne.

Après 20 ans de négociations, le Brésil a finalement levé l'embargo phytosanitaire qui pesait sur la banane équatorienne depuis 1997. En 2017 l'Equateur a exporté 326,4 millions de caisses de banane (environ 2,5 mds USD), confirmant sa place de premier exportateur mondial de ce fruit

Pérou**2017 – Population : 32 M****PIB : 210 Mds USD****Le dynamisme des exportations engendre la création de nombreux emplois.**

Selon l'Association des exportateurs (ADEX), environ 732 000 emplois directs ou indirects ont été créés entre janvier et mars 2018 grâce aux exportations, soit une hausse de 11,9% par rapport à la même période de l'année 2017. Parmi les 14 sous-secteurs exportateurs analysés, 9 ont connu une croissance de l'emploi (agro-industrie, mine, confection, métallurgie, textile, chimie, production minière non-métallique, pétrole et gaz) et 5 une chute (pêche traditionnelle, agriculture traditionnelle, pêche non-traditionnelle, bois et divers). Les exportations péruviennes ont ainsi augmenté de 15,5% au premier trimestre 2018 et l'ADEX estime qu'en 2018 les exportations permettront le maintien de 3,4 millions d'emplois, soit une hausse de 10% par rapport à 2017.

Le gouvernement transfère près de 2 Md USD aux régions.

Cette mesure souhaitée par le président Vizcarra a fait l'objet d'un décret d'urgence qui prévoit un transfert de 6,2 Md PEN (1,9 Md USD) aux gouvernements régionaux (régions) et locaux (grandes municipalités) pour financer leurs projets. Les principales régions bénéficiaires seront La Libertad, Cajamarca, San Martin et Cusco qui recevront chacune plus de 400 M PEN (122 MUSD). Les montants les plus importants seront destinés à des projets de construction et de réhabilitation de routes (1,8 Md PEN ; 550 MUSD), logement et assainissement (1,4 Md PEN ; 428 MUSD), éducation (1,3 Md PEN ; 397 MUSD) et santé (1,1 Md ; 335 MUSD). Un [contrôle](#) de l'utilisation de ces fonds par la *Contraloría general de la República* (équivalent de la Cour des comptes) est prévu afin, comme l'a déclaré le président, « qu'ils soient utilisés effectivement pour la réalisation des travaux au bénéfice de la population et n'aillent pas dans les poches d'individus ».

Venezuela**2017 – Population : 31 M****PIB : 215 Mds USD****Le président Maduro a été réélu pour un nouveau mandat de 6 ans.**

Nicolas Maduro a obtenu 67,8% des voix, contre 20,9% pour Henri Falcon et 10,8% pour Javier Bertucci. Selon la commission nationale électorale (CNE), le taux de participation est de 46%, soit un niveau historiquement bas (la participation aux présidentielles étant traditionnellement voisine de 90%). Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, les membres du Groupe de Lima et l'Union européenne, ont dénoncé ce résultat qui ne reflète pas la volonté du peuple vénézuélien. Ces pays appellent à la tenue d'une nouvelle élection libre et transparente.



Les Etats-Unis intensifient leurs sanctions financières à l'encontre des entités publiques.

Le décret présidentiel, pris en réaction à la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, interdit aux personnes physiques et morales américaines d'acquiescer de la dette (y compris les créances sur client) et des actifs appartenant aux entités publiques (définies comme celles où la participation de l'Etat est supérieure à 50 %). Ces nouvelles sanctions visent à réduire la liquidité des finances publiques et à empêcher la vente des actifs aux Etats-Unis appartenant à l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA).

La banque interaméricaine de développement (BID) suspend ses prêts au Venezuela.

La BID a suspendu ses prêts au Venezuela à cause des impayés (212 MUSD, dont 88,3 MUSD qui ne sont plus en période de grâce). La BID est exposée au Venezuela à hauteur de 2 Mds USD (soit 1,6 % des actifs de la banque), ce qui ne remet pas en cause la solidité financière de l'institution.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Bogotá (adresser les demandes à christine.besnard-joporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - Colombie

Rédigé par : les Services économiques de la zone Pays andins et Cuba
Revu par : Laurent CHARPIN

Version du 24 mai 2018